

“Sans le tronc commun, le Pacte perdra sa capacité à réduire les inégalités”

La littérature et les recherches le montrent : le tronc commun est une condition indispensable pour un enseignement moins reproducteur d'inégalités.”

Le message de la ‘Plateforme contre l'échec scolaire’ était clair, mercredi en conférence de presse. Alors que le CDH se présente plus frileux face à l'avènement d'un tronc commun, et que le MR dont il s'est rapproché cet été y est opposé, les syndicats chrétiens et socialistes, ainsi que les nombreuses associations qui forment la Plateforme (Ligue des droits de l'enfant, Ligue des familles, Changement pour l'égalité, Appel pour une école démocratique, Lire et Ecrire...) ont rappelé au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles son engagement de mettre en place le Pacte d'excellence. “Or, au fondement de ce Pacte se trouve le tronc commun. Sans lui, il perdra sa cohérence et sa capacité à réduire les inégalités.”

Si, malgré les nombreuses réticences du terrain, la Plateforme soutient de toutes ses forces le tronc commun prévu dans le Pacte, c'est-à-dire un enseignement identique pour tous les jeunes de la maternelle à la fin de la troisième secondaire, c'est

qu'elle s'appuie sur plusieurs certitudes.

La première, est qu'un tronc commun polytechnique résout les inégalités, tout en accroissant le niveau scolaire, et en favorisant une école de l'excellence, c'est-à-dire une école qui a les capacités d'amener chaque élève le plus loin possible dans la maîtrise de ses compétences personnelles. La deuxième est que le tronc commun, en rassemblant les élèves, les aide à “faire société”. La troisième est qu'il est en lui-même porteur d'une vision d'une école qui parie sur “l'éducabilité” de chacun, et qui ne veut pas avoir pour seul rôle la transmission de savoirs.

L'avènement d'un tel tronc commun imposera cependant des choix clairs au pouvoir politique, insiste la Plateforme. Notamment en matière budgétaire, pour donner aux écoles les moyens de repenser leur enseignement. Des choix clairs également pour organiser un décret inscription dès la maternelle, et une réelle gratuité scolaire. Car “tout est lié” dans un système éducatif, et une réforme n'est efficace que bien entourée, a insisté la Plateforme.

BdO